

Consommation durable | Boris Fronteddu

La décroissance

De l'utopie aux possibles





: lien consultable en ligne ou téléchargeable

Cette analyse amorce un travail plus large de la part du CPCP ; celui d'une revue transdisciplinaire autour des questions liées à la décroissance. Cela se traduira par la publication, début 2024, d'un deuxième numéro de notre revue, *Tumult*, consacrée à la décroissance et à ses enjeux.

Introduction

« Il y a quatre ans, cela relevait du blasphème. Aujourd'hui, cette idée est presque devenue mainstream »¹. Les mots de Timothée Parrique² reflète bien le chemin parcouru ces dernières années par toute une série d'idées qui se retrouvaient, jusqu'ici, confinées dans certains cercles de militants et intellectuels alternatifs. Parmi celles-ci : la décroissance, un courant de pensée philosophique et politique qui se veut en rupture totale avec la société de consommation et qui appelle à faire « mieux avec moins ».

Qu'il s'agisse de son apparition dans le cadre de débats publics, voire de discours politiques (principalement pour ridiculiser ce courant de pensée)³ ou au sein de la recherche académique (plus de 600 publications scientifiques sur le sujet entre 2008 et 2018)⁴, la décroissance n'a jamais été aussi populaire.⁵ Et il n'est pas étonnant que cette popularité intervienne à un moment où les conséquences du réchauffement climatique deviennent de plus en plus tangibles, notamment, au sein des pays riches. Deux ans après les inondations meurtrières dans l'est de la Belgique, des dizaines de milliers de touristes ont vu leurs vacances « gâchées » par des feux de forêts incontrôlables. Dans le même temps, il apparaît que les politiques climatiques des dernières décennies n'ont pas produit les résultats escomptés. Au contraire, la situation a continué à se dégrader. Et ce, à un rythme de plus en plus soutenu.

¹ PARRIQUE T., « The Rise in popularity of degrowth », *Meta.eeb.org*, 3 mai 2023, [en ligne :] <https://meta.eeb.org/2023/05/03/the-rise-in-popularity-of-degrowth>, consulté le 28 juillet 2023.

² Économiste français, auteur d'une thèse sur la décroissance et de l'ouvrage « Ralentir ou périr » paru en 2022 aux éditions Le Seuil.

³ « La philosophie de la décroissance », *Youtube.com*, Parole de philosophe, 15 juin 2023, [en ligne :] <https://www.youtube.com/watch?v=pGAbVOCKdsY>, consulté le 28 juillet 2023.

⁴ PARRIQUE T., 3 mai 2023, op. cit.

⁵ <https://www.nature.com/articles/d41586-022-04412-x>

En parallèle, la remise en cause de la compatibilité de la croissance économique avec une réduction des dégradations environnementales et climatiques s'est frayée un chemin jusque dans les plus hautes sphères institutionnelles. Ainsi, le GIEC – dans son principal scénario visant à limiter le réchauffement planétaire à 1,5° par rapport à l'ère préindustrielle – souligne la nécessité de diminuer drastiquement la consommation de matières premières et d'énergie.⁶ L'Agence européenne de l'environnement, pour sa part, a publié, en janvier 2021, une analyse intitulée *La croissance sans croissance* dans laquelle elle affirme qu'« il est peu probable qu'un découplage absolu et durable entre la croissance économique et les pressions et dégradations environnementales puisse être réalisé à l'échelle mondiale ; par conséquent, les sociétés doivent repenser ce que l'on entend par croissance et progrès et leur signification pour la durabilité mondiale ».⁷

Néanmoins, la popularité grandissante du concept de décroissance ne s'est, pour l'instant, que très peu (voire pas du tout) traduite en politiques effectives ou en revendications sociales structurées. Et pour cause, les pays riches ont vu un accroissement rapide et massif de la richesse créée depuis la Deuxième Guerre mondiale. Si cela a sans aucun doute permis une hausse considérable du niveau de vie moyen, cela s'est également accompagné d'une augmentation des inégalités, d'une intensification de la spéculation financière, d'une surconsommation des ressources ainsi que d'une augmentation spectaculaire des émissions de gaz à effet de serre (GES). Les progrès technologiques n'ont pas permis de réduire, dans les proportions et délais nécessaires, les conséquences environnementales et climatiques de cet emballement productiviste et consumériste.

Le modèle socioéconomique sur lequel se sont bâties les nations occidentales depuis la révolution industrielle a poussé l'humanité au bord du gouffre.⁸ Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus distinctement qu'il nous faudra choisir entre changer radicalement ou hypothéquer l'avenir de notre espèce ; « décroissance ou barbarie », pour reprendre la formule de l'un des penseurs

⁶ LIEGEY V. et NELSON A., *Exploring Degrowth. A critical guide*, Londres : Pluto Press, 2020, 224 p.

⁷ « Growth without economic growth », Eea.europa.eu, 11 janvier 2021, [en ligne :] <https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth>, consulté le 28 juillet 2023

⁸ Voir par exemple : « Dérèglement climatique : l'humanité à l'aube de retombées cataclysmiques, alerte un rapport du GIEC », *Lemonde.fr*, 23 juin 2021, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/23/dereglement-climatique-l-humanite-a-l-aube-de-retombees-cataclysmiques-alerte-le-giec_6085284_3244.html, consulté le 6 novembre 2023.

de ce mouvement, Paul Ariès⁹. Cependant, sortir du récit hégémonique pour en créer de nouveaux est un exercice particulièrement complexe. Et c'est justement en cela que la décroissance présente son principal intérêt. Il s'agit d'un cadre philosophique et politique dans lequel inscrire de nouveaux possibles. « Décoloniser l'imaginaire » dirait l'économiste Serge Latouche, afin de sortir collectivement et démocratiquement de l'impasse.

I. À la jonction des milieux militants et académiques

La publication du rapport « Les limites de la croissance » par le Club de Rome en 1972¹⁰ va considérablement fissurer le narratif selon lequel une expansion économique infinie est, non seulement possible, mais également, viable. Néanmoins, au cours des années 1970, le terme « décroissance » était principalement utilisé pour définir une notion de « déclin » au sens où l'entendait le mathématicien Nicholas Georgescu-Roegen¹¹ dans le cadre de ses travaux sur l'application des lois de la thermodynamique aux processus économiques. Durant les années 1990, les ouvrages de l'économiste français Serge Latouche vont considérablement influencer la formation du mouvement décroissant, notamment, à travers sa critique de l'occidentalisation du continent africain et du « développement ». ¹² Il faut cependant attendre les années 2000 pour voir se populariser plus largement le mot « décroissance ». Un phénomène qui serait à attribuer à un groupe de militants anti-publicité de Lyon. C'est suite à la lecture des travaux de Georgescu-Roegen que ceux-ci auraient adopté le terme « décroissance » en tant que « puissant outil sémantique pour

⁹ Politologue français, auteur de nombreux ouvrages dont « La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance » aux éditions La Découverte en 2010 et « Décroissance ou récession, la décroissance vue de gauche » aux éditions Parangon en 2012.

¹⁰ MEADOWS D. et al., *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, Paris : Rue de l'échiquier, 2022, 488 p.

¹¹ Georgescu-Roegen a contribué à l'émergence de la pensée bio-économiste (selon laquelle l'économie doit prendre en compte le vivant, les ressources naturelles et l'énergie). Appuyant ses recherches sur les principes de la thermodynamique, il affirmera que l'expansion économique ne peut croître indéfiniment lorsque les ressources matérielles et énergétiques sont limitées.

¹² KALLIS et al., « Research On Degrowth », *Annual Review of Environment and Resources*, 2018, vol. XLIII, p. 219-316.

questionner de façon radicale les limites à la croissance [économique] ». Le terme va ensuite progressivement se populariser au sein des milieux tiers mondistes et écologistes radicaux¹³ :

Radicalisant la critique écologique, il articule et surdétermine de multiples alternatives émergeant aux marges de la société civile¹⁴.

Concrètement, le concept de décroissance articule plusieurs courants de pensée : écologiste, bioéconomiste, anthropologique, démocratique et, dans une certaine mesure, spirituelle. En ce sens, le mouvement décroissant traite tant de l'importance de développer des sociétés évoluant dans le cadre des limites planétaires que de la nécessité de s'opposer à l'« uniformisation du monde », de repenser et relocaliser la démocratie et d'offrir des alternatives à la crise de sens qui traverse nos sociétés.

Le concept de décroissance va progressivement traverser les frontières des pays francophones pour atteindre les milieux contestataires d'autres pays latins au sein desquels il fait écho à d'autres mouvements militants. C'est notamment le cas en Italie, berceau du mouvement Slow Food créé en 1986 en opposition à l'arrivée de McDonald's à Rome. D'autres mouvements se réclamant de la décroissance font également leur apparition en Suisse, en Espagne et en Belgique avec la création du Mouvement politique des objecteurs de croissance en 2009. La diffusion du concept de décroissance au sein des pays germaniques et anglosaxons, bien que plus lente, se fait principalement par le biais de traductions des textes de Serge Latouche.¹⁵ Le mouvement décroissant, en tant que concept philosophique et politique, s'adresse principalement aux pays industrialisés tout en refusant l'idée d'un « développement » défini par les pays riches et imposé en tant qu'objectif universel aux pays du Sud.¹⁶

¹³ LIEGEY V. et NELSON A., *op. cit.*

¹⁴ DUVERGER T., « La décroissance : histoire d'une idée », *Ehne.fr*, s.d., [en ligne :] <https://ehne.fr/fr/encyclopedie/th%C3%A9matiques/civilisation-mat%C3%A9rielle/consommation-et-circulations-transnationales/la-d%C3%A9croissance-histoire-d%E2%80%99une-id%C3%A9e>, consulté le 31 juillet 2023.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ LATOUCHE S., *Le pari de la décroissance*, Paris : Fayard, 2022, 416 p.

II. Un « mot-obus »

En tant que concept, la décroissance ne dispose pas d'une définition précise. Il s'agit pour Paul Ariès d'un « mot-obus ». Le concept de décroissance est donc, par essence, polarisant dans le sens où celui-ci ne permet aucune récupération visant à en édulcorer le sens. Le concept de décroissance est donc à appréhender comme un cadre général dans lequel s'inscriraient les relations et l'organisation sociales. Ainsi, « la décroissance » peut, à la fois désigner des mouvements citoyens et/ou militants, des initiatives citoyennes, une pensée philosophique et politique ainsi qu'un champ de recherche académique. Tous ceux-ci s'articulent autour de la nécessité d'*« une réduction démocratiquement délibérée de la consommation de matière et d'énergie, qui assure le bien-être de tous à l'intérieur des frontières planétaires.»*¹⁷ Pour ce faire, le mouvement décroissant appelle à extraire les biens et services essentiels au bien-être de l'emprise du marché et de limiter – voire, dans certains cas, de supprimer – ceux dont la production et la consommation altèrent négativement l'environnement, le climat et l'Humain.¹⁸

Cela pourrait, par exemple, se traduire par l'interdiction de la production et de la consommation de certains biens et services tels que la fast fashion, les véhicules de type SUV, la nourriture ultra transformée, l'utilisation de biens réservés aux loisirs d'une élite (yachts, jets et les piscines privées...) ainsi que des activités à fort impact environnemental avec une utilité sociale faible, voire nulle, par exemple, la spéculation financière, le minage de crypto monnaies, le développement tous azimuts de data centers...¹⁹ En d'autres termes, cela signifierait un encadrement de la consommation et de la production afin de concilier bien-être (via la réalisation d'une série de besoins démocratiquement définis) et limitations des dégradations climatiques et environnementales.

¹⁷ SCHULKEN M. et al., « Strategy for the multiplicity of degrowth » in BARLOW et al. (sous la direction de), *Degrowth & Strategy*, Londres : MayflyBooks, 2022, p. 9-34.

¹⁸ PARRIQUE T., *The political economy of degrowth*, Thèse en sciences économiques, Clermont-Ferrand : Université Clermont Auvergne et Université de Stockholm, 2019, 860 p.

¹⁹ WIEDMANN T. et al., « Scientist's warning on affluence », 2020, *Nature Communications*, vol. XI, n°3107, [en ligne :] <https://www.nature.com/articles/s41467-020-16941-y>, consulté le 31 juillet 2023.

Comme le souligne Serge Latouche : « La conception de la soutenabilité sociale peut être synthétisée sous la forme d'un "cercle vertueux" de sobriété en huit "R" : Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Redistribuer, Relocaliser, Réduire, Réutiliser, Recycler. Ces huit objectifs interdépendants constituent une rupture révolutionnaire susceptible d'enclencher une dynamique vers une société autonome sereine et conviviale de prospérité sans croissance ». ²⁰ D'autres mesures de démocratisation de la production telles que la planification collective de l'économie (par exemple, via la tenue de conventions et d'agoras citoyennes) et la réduction collective du temps de travail en vue de *produire moins pour consommer moins* sont également régulièrement évoquées comme politiques effectives de décroissance. En ce sens, au sein d'une société décroissante l'organisation socioéconomique n'aurait plus comme horizon l'expansion économique mais la conscience des limites planétaires et subordonnerait le « bien-avoir » au « bien-être ».

III. Subordonner le « bien avoir » au « bien être »

Inévitablement, une réduction des niveaux de production et de consommation se traduirait par une baisse du Produit intérieur brut (puisqu'il s'agit d'un agrégat de la valeur des biens et services produits au sein d'un territoire durant une période donnée). Et pour cause, afin d'évoluer dans le cadre des limites planétaires, les pays développés devraient réduire leur empreinte biophysique ²¹ d'au moins 40 à 50 % par rapport aux niveaux actuels. Et cela ne semble, en l'état, possible que dans le cadre d'une réduction du PIB. Le même constat semble s'imposer pour les émissions de GES. En effet, pour avoir 50 % de chance de garder la température mondiale sous la barre des 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, les pays riches auraient dû entamer une décreue annuelle de 8 à 10 % de leurs émissions de CO₂ à dater de 2015. Or, des doutes de plus en plus sérieux s'imposent quant à la possibilité de découpler de façon absolue croissance économique et émissions de GES

²⁰ LATOUCHE S., « Une société de décroissance est-elle souhaitable ? », *Revue juridique de l'environnement*, 2015, vol. XL, n°2, p. 208-210, [en ligne :] <https://www.cairn.info/revue-juridique-de-l-environnement-2015-2-page-208.htm>, consulté le 17 juillet 2023.

²¹ L'empreinte biophysique comprend les émissions de CO₂ (t/pers), la consommation de phosphore (kg/pers), de nitrogène (k/pers), d'eau bleue (m³/pers), l'appropriation de la production primaire nette (t. de C./pers) , l'empreinte environnementale (ha/pers) et l'empreinte matérielle (t/pers./an).

à l'échelle mondiale. Le GIEC souligne, à ce titre, qu'une transition vers un monde plus sobre en carbone n'est pas compatible avec les niveaux actuels de consommation au sein des pays riches.²²

Or, plus qu'un outil statistique, le PIB sert de boussole pour l'implémentation de politiques socioéconomiques basées sur le principe que seuls les marchés créent de la richesse.²³ L'expansion économique et donc, la croissance du PIB, n'est rendue possible que par la privatisation de biens communs. En d'autres termes, la croissance du PIB se traduit par une marchandisation de biens auxquels les populations avaient préalablement accès gratuitement ainsi que par la création artificielle de nouveaux besoins. Et cela a pour conséquence un développement prioritaire des activités les plus lucratives, peu importe leur valeur d'usage et leurs impacts climatiques et environnementaux.²⁴ La commercialisation de l'eau en bouteille en offre, à ce titre, un exemple éclairant. Notons, en outre, que les dégradations environnementales et climatiques renforcent certaines dynamiques néfastes. À titre d'exemple, la contamination aux PFAS de l'eau courante en Wallonie a mené les autorités publiques à recommander la consommation d'eau en bouteille dans les communes concernées.²⁵

La décroissance signifie donc une inversion des valeurs puisque, comme le souligne Hélène Tordjman²⁶, l'impératif de croissance économique est inhérent aux économies capitalistes :

C'est un système dont la vocation inhérente est de croître, d'englober une part toujours plus grande des activités humaines et de la nature. Cet appétit frénétique et démesuré étend aujourd'hui le domaine de l'instrumentalisation et de la réification à de nouveaux territoires et de nouvelles dimensions de la nature, laissant augurer une poursuite des dégradations [environnementales].²⁷

²² HICKEL J., « Is it possible to achieve a good life for all within planet boundaries? », *Third World Quarterly*, 2019, vol. XL, n°1, p. 18-35.

²³ KALLIS et al., op. cit.

²⁴ SAITO K., *Marx in the Anthropocene. Towards the idea of degrowth communism*, Cambridge: Cambridge University Press, 2022, 276 p.

²⁵ « PFAS : les habitants de nouvelles communes invités à ne pas boire l'eau de distribution » *Lalibre.be*, 1^{er} janvier 2023, [en ligne :] <https://www.lalibre.be/regions/namur/2023/12/01/pfas-les-habitants-de-nouvelles-communes-invites-a-ne-pas-boire-leau-de-distribution-TGY5PMXYZBCRVDQY6CF6X7HHGA>, consulté le 5 décembre 2023.

²⁶ Économiste française, maîtresse de conférences à l'université Sorbonne Paris-Nord.

²⁷ TORDJMAN H., *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, Paris : La Découverte, 2021, 339 p.

IV. Ni croissance ni récession

Dans le cadre d'une société fondée sur l'impératif croissance économique, un recul durable du PIB signifie une entrée en récession. Celle-ci peut se matérialiser par une hausse du chômage, des faillites, des crises économico-financières etc. Au sein des économies capitalistes, lorsque la croissance économique tend à ralentir voire à stagner, l'accumulation de la richesse par les détenteurs de capitaux n'est rendue possible qu'aux dépens d'autres groupes de la société. Cela se manifeste, par exemple, par des coupes dans les systèmes de sécurité sociale, des privatisations, des plans d'austérité... Cela a notamment pour conséquence une hausse des inégalités socioéconomiques, un accroissement de la précarité et une dégradation des services publics.²⁸ Or, il semblerait, que la croissance dans les pays occidentaux ait connu un pic. Dans ce cadre, il convient de souligner que la croissance économique générée durant les Trente Glorieuses – et qui sert aujourd'hui de référent – relevait en réalité de l'anomalie et non de la norme si l'on considère l'histoire économique sur le temps long.²⁹ La crise climatique et environnementale ainsi que la raréfaction des ressources naturelles et énergétiques contraindront, tôt ou tard, les économies nationales à la décroissance. Celle-ci pourra être l'objet d'une réorganisation sociétale visant au bien-être commun ou, si elle n'est pas anticipée, se matérialiser par de multiples récessions et des crises systémiques.³⁰

Or, l'ensemble de nos structures socioéconomiques et institutionnelles ont été pensées et organisées sur l'anticipation d'une expansion économique continue. On peut dès lors comprendre que la perspective d'un projet décroissant fasse figure d'épouvantail auprès des économistes orthodoxes, de leurs apôtres et, plus largement, auprès d'un public peu familiarisé avec ce concept. Pourtant, dans l'optique décroissante, un recul du PIB ne se traduit pas par une récession puisque celui-ci ne serait pas *subi* mais, au contraire, *collectivement organisé*. Comme évoqué plus haut, les projets de société élaborés dans cette perspective cherchent à développer des stratégies politiques permettant de réduire les niveaux de production et de consommation tout en assurant la satisfaction des besoins essentiels. Il s'agit néanmoins d'un exercice

²⁸ KALLIS et al., *op. cit.*

²⁹ PARRIQUE T., 2019, *op. cit.*

³⁰ GELIN R., *Des limites de la transition : pour une décroissance délibérée*, Mons : Couleurs Livres, 2019, 168 p.

particulièrement complexe.³¹ En outre, au narratif hégémonique – selon lequel une croissance économique infinie est souhaitable et nécessaire pour assurer le bien-être de la population – s’ajoute l’influence des acteurs qui bénéficient directement du paradigme croissantiel :

*Même si les différentes fractions de la classe capitaliste ont des intérêts multiples et concurrents qui doivent être constamment renégociés, il existe un intérêt commun à maintenir le système capitaliste et les conditions favorables à l’accumulation du capital, par exemple par le biais d’une croissance globale et d’une consommation élevée. La façon dont cette influence politique est exercée est bien documentée.*³²

Dans le même temps, la responsabilité du consommateur est régulièrement identifiée comme un élément clé pour orienter les processus de production (celui-ci se voit parfois affublé du néologisme « consom’acteur »). Cette vision fait néanmoins fi d’un élément fondamental : les choix des consommateurs sont inévitablement influencés et façonnés par les structures sociales et physiques qui les entourent.³³ L’omniprésence de la publicité et l’utilisation massive des données personnelles à des fins de ciblage commercial en constituent, à ce titre, des exemples éloquentes. Or, au-delà d’un certain seuil, il semblerait que la croissance économique cesse d’être corrélée au bien-être.³⁴ Plus fondamentalement, la croissance économique peut même être la source d’une baisse du niveau de bien-être. Celle-ci peut, en effet, générer de l’anxiété sociale liée à la quête perpétuelle d’ascension sociale, en bombardant les consommateurs de faux choix et en les empêchant de pratiquer les activités qui les rendent heureux.³⁵ En ce sens, si le projet décroissant pourrait s’appuyer sur la formation à l’esprit critique, par exemple, par le biais de l’éducation permanente et de l’enseignement (subordonner la compétition à la coordination, remise en cause de l’impératif de performance, appréhension de la nature comme un cadre général dans lequel s’inscrit l’action humaine...), il nécessite également une profonde refonte des institutions.

³¹ Voir : BAILEY D., « The Environmental Paradox of the Welfare States: The Dynamics of Sustainability », *New Political Economy*, 2015, vol. XX, n°6, p. 793-811.

³² WIEDMANN T. et al., op. cit.

³³ Ibid.

³⁴ Ce phénomène est connu sous le nom de « paradoxe d’Easterlin », voir : SOUBRYAN J., « Le paradoxe d’Easterlin », *Alternatives-economiques.fr*, 1 février 2013, [en ligne :] <https://www.alternatives-economiques.fr/paradoxe-deasterlin/00046328>, consulté le 31 juillet 2023.

³⁵ KALLIS et al., op. cit.

En l'état, les pays industrialisés consomment bien plus d'énergie que ce qui serait requis pour assurer le bien-être de leur population. Or, la plupart de cette consommation « excessive » d'énergie l'est à des fins de production de masse qui n'ont que peu d'intérêt pour le bien-être.³⁶ Cela signifie qu'un projet de décroissance délibérée nécessiterait la mise en place d'importantes politiques de partage et de redistribution des richesses ainsi qu'un véritable changement de paradigme culturel. L'histoire de l'humanité nous démontre qu'il a été tout à fait possible, pour diverses sociétés au cours du temps, de se maintenir et de se reproduire en maintenant de très faibles empreintes écologiques. C'est, par exemple, le cas des communautés de chasseurs-cueilleurs du Kalahari en Afrique australe qui existent depuis 70 000 ans, ce qui en fait la société avec la plus grande longévité de l'Histoire.³⁷ Si l'objet de la décroissance n'est, bien entendu, pas de faire de nos sociétés des communautés de chasseurs-cueilleurs, ces exemples anthropologiques démontrent néanmoins que la compétition, l'accumulation et l'expansion économique constituent des constructions sociales. De quoi largement contredire le Premier ministre belge Alexander de Croo qui déclarait le 22 mai 2023 : « Nous entendons parfois des gens dire que la solution serait la décroissance, le mythe selon lequel nous pourrions lutter contre le changement climatique avec une stratégie de réduction : moins de croissance, moins d'investissements, moins de consommation, probablement aussi moins de création d'emplois (...) Cela ne fonctionnera jamais [et] serait totalement contraire à notre nature humaine ».³⁸

³⁶ HICKEL J. et SLAMERSACK A., « Existing climate mitigation perpetuates colonial inequalities », *The Lancet Planetary Health*, vol. VI, n°7, p. e628-e631, [en ligne :] <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2542519622000924>, consulté le 31 juillet 2023.

³⁷ KALLIS et al., op. cit.

³⁸ GAYET A-S et PACKROFF J., « Belgium's De Croo slams degrowth, joins call for regulatory break », *Euractiv.com*, 23 mai 2023, [en ligne :] <https://www.euractiv.com/section/politics/news/belgiums-de-croo-slams-degrowth-joins-call-for-a-regulatory-break>, consulté le 31 juillet 2023.

V. Différentes approches de la décroissance

L'approche décroissante induit un dépassement du capitalisme et des structures institutionnelles existantes (plutôt qu'une réforme de ces derniers). Si cet aspect semble faire consensus au sein des auteurs et militants se réclamant de la décroissance, il existe, au sein même de cette approche, différentes visions. Citons par exemple, la conception dite « éco-socialiste » qui voit dans un État démocratique et centralisé un élément clé de la planification de la production et de l'organisation sociale. La vision « éco-anarchiste », pour sa part, induit une priorité accordée à la démocratie directe et locale et une réduction, voire une suppression des rapports hiérarchiques institutionnels. Comme le souligne Max Koch³⁹ : « *les stratégies de décroissance ont souffert d'une tension entre le fait de considérer l'État comme incapable d'initier un changement transformationnel – un point de vue particulièrement important dans la tradition anarchiste – et le fait de lancer un appel politique pour engranger ce changement* ». ⁴⁰ De manière générale, ces deux groupes militent pour les mêmes objectifs politiques c'est-à-dire une organisation sociale qui évolue dans le cadre des limites planétaires et un dépassement de la croissance économique comme seul horizon politique. Ainsi, l'approche décroissante supposerait la mise en place d'instruments visant à empêcher – ou du moins, fortement limiter – l'accumulation de capital, une large campagne de socialisation des entreprises stratégiques et induit un changement social radical. ⁴¹ Parmi les mesures concrètes qu'il serait d'ores et déjà possible de développer en ce sens, nous pouvons citer de façon non exhaustive : la formation au « savoir faire soi-même », une obligation pour les fabricants d'électronique de faciliter la réparation par des tiers, l'imposition d'une garantie obligatoire d'au moins dix ans sur tous les objets non alimentaires, le soutien et le développement de l'agroécologie, la revalorisation des métiers liés au care et à l'enseignement, la réduction collective du temps de travail sans perte de salaire et sans embauche compensatoire, un investissement massif sur la prévention en matière de santé, la surtaxation des produits ultratransformés, l'extension de la gratuité aux services essentiels tels que les transports en commun... Néanmoins, ces mesures qui permettraient, certes, d'amorcer un changement

³⁹ Professeur au sein du département de Politique sociale et durabilité à l'Université de Lund.

⁴⁰ KOCH M., « Rethinking state-civil society relations », in BARLOW et al. (sous la direction de), *Degrowth & Strategy*, Londres : MayflyBooks, 2022, p. 170-181.

⁴¹ WIEDMANN T et al., *op. cit.*

de paradigme demeurent « réformistes » puisqu'elles seraient réalisables dans le cadre des institutions existantes. Or, la constitution d'une société décroissante repose, nous l'avons vu, sur la création de nouvelles institutions libérées du carcan idéologique de la croissance. Ces mesures représentent, en ce sens, un premier « pied-dans-la-porte ».

Conclusion

En l'état, il semble vain d'attendre de grands partis politiques qu'ils se positionnent en faveur d'une baisse délibérée de la production et de la consommation. Qui pourrait imaginer mener une campagne politique en promettant « moins » à une partie de ses électeurs ? Or, promettre le retour d'un taux de croissance à deux chiffres et une hausse continue de l'opulence matérielle engendre des chimères. À la croissance et à l'opulence s'opposent les dégradations climatiques et environnementales ainsi que la finitude des ressources non renouvelables. Avec, pour conséquence, des déplacements massifs de populations, d'importants conflits pour l'accès aux ressources, la multiplication de zones inhabitables, la destruction du vivant, les tentations autoritaires, voire dictatoriales ... Ainsi, plutôt que proposer « moins » aux électeurs, la question devrait probablement être posée différemment ; qu'êtes-vous prêts à sacrifier pour faire croître l'économie ?

Nous l'avons vu le concept de décroissance est fondamentalement clivant. Celui-ci induit, en effet, une réduction considérable des inégalités, une redistribution des richesses et de sérieuses limites à l'accumulation du capital. « Faire mieux avec moins » suppose, en effet, de défaire les instruments qui permettent à une élite sociale et économique de surconsommer les matières premières et l'énergie tout en « socialisant » les conséquences climatiques et environnementales engendrées par cette surconsommation. En ce sens, la décroissance se positionne à rebours de la vision essayée par les instances internationales par le biais, par exemple, des Objectifs de développement durable des Nations unies ou du Pacte vert de l'Union européenne. Ceux-ci entendent, en effet, mobiliser toutes les « parties prenantes » autour de la nécessaire transition écologique. Or, cette vision ignore une donnée fondamentale : certaines « parties prenantes » bénéficient largement du paradigme croissantiel et de l'exploitation effrénée des ressources naturelles. Ceux qui

s'y opposent devront proposer des alternatives mobilisatrices permettant de passer de l'utopie aux possibles. Pour ce faire, la décroissance nous offre une formidable boîte à outils.

**

Boris Fronteddu est chargé de recherche dans la thématique Consommation durable, au sein du pôle Recherche & Plaidoyer. Il est titulaire d'un master en journalisme ainsi que d'un master en politiques européennes.

FRONTEDDU Boris, *La décroissance. De l'utopie aux possibles*, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 482, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/dcroissance>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le modèle socioéconomique sur lequel se sont bâties les nations occidentales depuis la révolution industrielle a poussé l'humanité au bord du gouffre. Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus distinctement qu'il nous faudra choisir entre changer radicalement ou hypothéquer l'avenir de notre espèce. Qu'il s'agisse de son apparition dans le cadre de débats publics, voire de discours politiques ou au sein de la recherche académique, la décroissance n'a jamais été aussi populaire. « Mot-obus », la décroissance est, par essence, polarisante dans le sens où elle ne permet aucune récupération visant à en édulcorer le sens. Ce concept est donc à appréhender comme un cadre général dans lequel s'inscriraient les relations et l'organisation sociales. Et il n'est pas étonnant que cette popularité intervienne à un moment où les conséquences du réchauffement climatique deviennent de plus en plus tangibles. Ceux qui s'opposent à la destruction du vivant et à la surexploitation de ressources sont en quête d'alternatives mobilisatrices. Pour ce faire, la décroissance nous offre une formidable boîte à outils en vue de passer de l'utopie aux possibles.

Citoyenneté & Participation

Avenue des Arts, 50\6 – 1000 Bruxelles

02 318 44 33 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/